Document generated on 04/27/2024 4:51 p.m.

Recherches sociographiques

Noël BAILLARGEON, *Le Séminaire de Québec de 1760 à 1800*

Nadia Fahmy-Eid

Volume 24, Number 2, 1983

URI: https://id.erudit.org/iderudit/056041ar
DOI: https://doi.org/10.7202/056041ar

See table of contents

Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (print)
1705-6225 (digital)

Explore this journal

Cite this review

Fahmy-Eid, N. (1983). Review of [Noël BAILLARGEON, *Le Séminaire de Québec de 1760 à 1800*]. *Recherches sociographiques*, *24*(2), 289–291. https://doi.org/10.7202/056041ar

Tous droits réservés © Recherches sociographiques, Université Laval, 1983

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

conviens que les analyses comptables comme celle de Jean-Pierre Collin sont nécessaires et qu'elles peuvent nous éclairer beaucoup.

L'un et l'autre cahier doit d'abord être considéré comme une pièce dans un ensemble de connaissances qui s'esquisse sur l'urbanisation du Québec, de Montréal en particulier.

Marc-André LESSARD

Département de sociologie,
Université Laval.

Noël BAILLARGEON, *Le Séminaire de Québec de 1760 à 1800*, Québec, Les presses de l'Université Laval, 1981.

Ce livre fait suite à deux précédents ouvrages où l'auteur s'est attaché à reconstituer l'histoire du Séminaire de Québec depuis ses origines jusqu'en 1760. La période couverte par ce troisième volume, qui va de la Conquête à la fin du XVIIIe siècle, a constitué pour le Séminaire, comme pour le pays entier, un tournant décisif alors que les institutions, tout comme les individus, devaient procéder à des réajustements rapides en vue d'assurer leur survie. Le principal mérite de l'auteur est d'avoir réussi à inscrire l'histoire du Séminaire dans un cadre socio-économique — et même politique — plus large que celui où se situent habituellement les monographies de ce genre. Tout en reconstituant de façon très minutieuse le passé de l'institution, le livre de N. Baillargeon offre en effet un aperçu vivant et fort bien documenté de l'histoire sociale de la période.

Le début de l'ouvrage évoque l'étendue des dégâts matériels subis par le Séminaire au lendemain de l'assaut de Québec par l'armée anglaise. En plus de la destruction partielle des bâtiments du Séminaire dans la haute-ville, les dommages et les pertes encourus atteignent l'ensemble des biens de l'institution. Il s'agit surtout de ses fermes et métairies situées à Saint-Joachim, à Château-Richer, au Cap-Tourmente, à la Baie-Saint-Paul, là où les récoltes ont été dévastées, les bétails volés ou décimés, les moulins détruits. À la faveur de la description du désastre puis de la reconstruction entreprise par les directeurs tout de suite après la guerre, le lecteur est informé par le détail au sujet des biens et avoirs du Séminaire, du montant annuel des revenus escomptés lorsque la vie reprend son cours normal.

Cette histoire économique de l'institution, qui se confond par maints aspects avec celle de la colonie elle-même, est reprise par l'auteur au cours des trois derniers chapitres. Ceux-ci contiennent une foule de renseignements relatifs au Séminaire de Québec en tant que détenteur de fiefs et de seigneuries. À travers les rapports des procureurs et les réactions des censitaires, à partir des problèmes liés à la tenure des terres, on voit fonctionner dans la pratique le régime seigneurial avec ses avantages et ses inconvénients. On se rend compte également à quel point l'influence spirituelle et morale de l'institution cléricale est difficilement dissociable de son poids économique à une époque donnée.

L'histoire du Séminaire de Québec c'est aussi en grande partie celle de l'ensemble de l'Église du Québec au lendemain de la Conquête : interruption des liens avec la métropole française, allégeance obligée au nouveau pouvoir anglais, précarité du statut politique du clergé et incertitude au sujet de l'avenir religieux de la colonie. L'ouvrage ressuscite les épisodes cruciaux du difficile rapport entre l'Église et l'État au cours de la période qui suivit la Conquête.

Mais il y a aussi la petite histoire du Séminaire avec ses rivalités internes et ses intrigues parfois mesquines. Sont évoqués dans le détail les démêlés entre les directeurs du Séminaire, le chapitre de Québec et la fabrique pour le contrôle de la cure paroissiale. On apprend que les rapports entre l'évêque et les Messieurs du Séminaire ne furent pas toujours harmonieux, mais on

constate aussi que le respect de la hiérarchie cléricale constituait un critère absolu qui finissait par l'emporter sur tous les autres.

C'est au cours de cette deuxième moitié du XVIIIe siècle également que le Séminaire de Québec dût modifier son statut et élargir ses objectifs initiaux. Axé jusque-là sur la formation des futurs clercs, il devra, après la fermeture du Collège des Jésuites, assumer de nouvelles responsabilités en matière éducative. Ne sera-t-il pas d'ailleurs, pendant longtemps, la seule institution dans la colonie à dispenser un enseignement de niveau secondaire ? Mais ces réajustements, nous apprend-on, n'ont pas été faciles à faire et il a fallu surmonter beaucoup de réticences parmi les directeurs pour transformer le Petit séminaire en un collège ouvert à des candidats autres que ceux à la prêtrise. Reproduisant d'ailleurs les objectifs initiaux de l'institution, le premier article du nouveau règlement, adopté à la fin du XVIIIe siècle, réaffirme que le Petit séminaire a été institué pour « retirer les enfants de la corruption du siècle, les conserver dans l'innocence et les disposer à l'état ecclésiastique » (p. 136). À partir de cette nouvelle étape dans sa vocation éducative, le Petit séminaire a désormais une histoire qui se confond avec celle de l'ensemble du système éducatif de cette époque.

On se rend compte que l'auteur a exploité au maximum les sources disponibles pour dresser un bilan à la fois minutieux et critique du cycle d'études secondaires offert par le Petit séminaire : exigences à l'admission, formation religieuse et morale, philosophie et contenu des programmes, manuels en usage, statut privilégié du latin au détriment du grec, enseignement peu innovateur d'une philosophie scolastique, enfin accent mis, au cours des deux années terminales, sur les matières « scientifiques » qui comprennent alors : les mathématiques, la physique et l'astronomie.

L'étude de Noël Baillargeon nous renseigne également sur le cadre de vie des élèves du Petit séminaire au cours de cette deuxième moitié du XVIIIe siècle : lieux de vacances, modes vestimentaires, et surtout règlements disciplinaires. Ceux-ci se caractérisaient par une sévérité qu'on jugerait certes intolérable de nos jours et qui cependant, nous dit l'auteur, « n'étonnait personne » à l'époque. Parmi l'éventail des punitions que risquaient les contrevenants aux règlements de la maison et « suivant la grièveté des fautes » il y avait « le pensum, la férule, le fouet, manger à genoux au milieu du réfectoir, passer une partie de la récréation toute entière sans bouger de sa place... » (p. 139).

L'auteur rappelle enfin le traitement particulier réservé aux externes, ceux-là qui « vivent dans le siècle » et qui demeurent exposés à des corruptions de toutes sortes. Par suite des libertés qu'il autorisait et surtout du danger de contamination qu'il représentait, l'externat fut perçu longtemps comme une source de problèmes en même temps, bien entendu, qu'un mal inévitable. En effet le nombre des externes ira en augmentant pour dépasser, à la fin du XVIIIe siècle, celui des internes. Pour assurer la protection de ces derniers, on interdira toute communication entre les deux groupes « avant et après les classes ». Une forme de discrimination que les élèves externes de cette époque durent certainement apprécier : on ne les jugeait pas dignes de se voir appliquer par les maîtres des punitions corporelles, tâche qui était déférée à leurs parents ou leurs tuteurs. Enfin le lecteur apprend, non sans étonnement, que cette méfiance extrême à l'endroit de l'externat ne finira par disparaître qu'« il y a environ une trentaine d'années » seulement ! Il faut en conclure que certains préjugés ont la vie bien longue.

L'histoire du Séminaire de Québec, telle que l'a reconstituée Noël Baillargeon, représente, comme on l'a vu, une histoire multidimensionnelle qui déborde la narration événementielle pour déboucher sur une histoire sociale aux horizons plus vastes que ceux où se confinent généralement les monographies de ce type. On aurait peut-être souhaité que soit mieux dégagée la problématique d'ensemble de l'ouvrage et les hypothèses de base qui l'inspirent. La description de certains événements traîne parfois en longueur par suite d'une abondance de détails qui risquent de lasser le lecteur un peu pressé. Mais il s'agit là d'un problème lié souvent à un certain type d'histoire érudite, celle qui, en somme, a les défauts de ses qualités.

L'ouvrage de Noël Baillargeon demeure un ouvrage important que devront lire, et que sauront certes apprécier, tous ceux qui s'intéressent à l'histoire sociale de la société québécoise d'Ancien Régime.

Nadia FAHMY-EID

Département d'histoire,
Université du Québec à Montréal.

Marcel LAJEUNESSE, *Les Sulpiciens et la vie culturelle à Montréal au XIXe siècle,* Montréal, Fides, 1982, 280p.

Il existe au Québec une belle tradition de bibliothécaires qui s'intéressent à l'histoire. L'exemple qu'on aimera le plus rappeler ici est celui du regretté Jean-Charles Bonenfant, qui prêta si souvent son concours à cette revue. L'ouvrage de Marcel Lajeunesse est un autre bel exemple de la riche contribution que les spécialistes du livre peuvent apporter à l'histoire culturelle. Recherchant l'origine de la Bibliothèque Saint-Sulpice, fondée en 1910, Lajeunesse remonte jusqu'en 1844, alors que le supérieur des Sulpiciens mettait sur pied l'Œuvre des bons livres. L'histoire du développement de cette bibliothèque paroissiale occupe une bonne moitié du volume et justifie très bien l'énoncé liminaire de l'auteur : « Contrairement à ce qui s'est passé au Canada anglais et aux États-Unis, la bibliothèque paroissiale, au Québec, n'a pas été l'antécédent de la bibliothèque publique ; elle en fut le substitut. » (P. 16.) Mais en faisant cet historique, Lajeunesse s'est aperçu que le rôle culturel des Sulpiciens débordait de beaucoup la seule bibliothèque, et que ceux-ci avaient participé activement à la lutte contre l'Institut canadien, en fondant notamment en 1857 le Cabinet de lecture paroissial, qui allait connaître une vie brillante durant dix ans, se prolongeant dans un Cercle littéraire pour jeunes gens et par une publication, *L'Écho du Cabinet de lecture paroissial.* S'ajoutent à cela deux chapitres, dont l'un étudie le Cercle Ville-Marie (1884–1903), « haut lieu culturel » regroupant surtout des étudiants de l'Université Laval de Montréal, et l'autre présente les débats animés qui ont entouré la question de la création d'une bibliothèque publique à Montréal entre 1901 et 1910.

Ce qui ressort de cet ouvrage, c'est la vitalité de la vie culturelle au Québec dans la douzaine d'années qui ont précédé la Confédération. Les associations sont nombreuses, variées ; le débat d'idées est vigoureux. On connaît les activités multiples du groupe littéraire de Québec autour de 1860 ; on connaît aussi l'activité débordante et les tribulations de l'Institut canadien de Montréal à la même époque. Mais on ne connaissait pas les autres groupes actifs à Montréal à ce moment : Lajeunesse nous fait découvrir le Cabinet de lecture paroissial. En 1857, vingt-trois conférences, en 1858, vingt-huit, et un total de cent quarante-neuf jusqu'en 1867. L'auteur souligne d'ailleurs l'ambiguïté qui entoure l'expression « cabinet de lecture ». Dans le cadre d'un bel ensemble d'articles sur « les associations volontaires au XIXe siècle », paru dans cette revue (*R.S.*, XVI, 2, mai–août 1975), Lajeunesse comparait les cabinets de lecture à Paris et à Montréal. Or on voit mal le lien entre les deux, et tout porte à croire que la confusion vient de l'anglicisme fallacieux qui faisait que, dans le Canada du XIXe siècle, ce que nous appelons aujourd'hui une « conférence » est toujours désigné par le mot « lecture ». À Montréal comme à Paris, le Cabinet de lecture comporte une « chambre des nouvelles » où l'on peut consulter journaux et revues, mais à la différence de l'Europe, le Cabinet de lecture de Montréal est surtout une salle spacieuse de huit cents places, rue Notre-Dame, inaugurée en 1860 et où le tout Montréal vient entendre des conférences. D'ailleurs, *L'Écho...*, fondé en 1859, a pour mission essentielle de reproduire les conférences au bénéfice de ceux qui n'ont pu y assister. Le tout pout faire pièce, du côté catholique, aux trop célèbres « lectures » de l'Institut canadien.

S'il faut signaler quelques lacunes de l'ouvrage, nous dirons d'abord, sans pouvoir entrer ici dans les détails d'une démonstration, que les analyses de Lajeunesse ne sont pas toujours très fines,